

supplément n° 3 pour la Suisse
au journal

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

mai 75

. la crise et ses manifestations

. directives de travail syndical

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: LA REVENDICATION DE LA LIGNE QUI VA DU MANIFESTE COMMUNISTE A LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET A LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, LA LUTTE CONTRE LA DEGENERESCENCE DE MOSCOU, LE REFUS DES FRONTS POPULAIRES ET DES BLOCS DE LA RESISTANCE, LA TACHE DIFFICILE DE RESTAURATION DE LA DOCTRINE ET DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE, EN LIAISON AVEC LA CLASSE OUVRIERE, CONTRE LA POLITIQUE PERSONNELLE ET PARLEMENTARISTE.

EDITIONS "PROGRAMME COMMUNISTE"
Editeur responsable: F. Gambini
20, rue Jean Bouton-75012 Paris

1.-

S O M M A I R E

	PAGES
LA CRISE ET SES MANIFESTATIONS	
LES ATTAQUES PATRONALES	I
LES ATTAQUES DE L'ETAT	2
LA CAPITULATION DE L'OPPORTUNISME SYNDICAL ET POLITIQUE	4
CRISE ET CREDIT	5
CONCLUSION	7
NOS DIRECTIVES DE TRAVAIL SYNDICAL	9
LE FRONT UNIQUE	9
LA CONTINUITE TACTIQUE DE NOTRE PARTI	9
LA NECESSITE DE LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME	II
COMMENT TRAVAILLER AUJOURD'HUI DANS LA PERSPECTIVE DU FRONT UNIQUE	12
VICISSITUDES DES REACTIONS A L'OPPORTUNISME	12
UN EXEMPLE DE TRAVAIL SYNDICAL DE NOS CAMARADES EN ITALIE	19
AUX EDITIONS PROGRAMME COMMUNISTE	22
LISEZ ET DIFFUSEZ LA PRESSE	23
SOUTENEZ LA PRESSE DU PARTI	24

LA CRISE ET SES MANIFESTATIONS

La crise capitaliste fait voler en éclat tous les mythes défendus ces dernières décennies par la bourgeoisie et l'opportunisme, comme ceux de "la société d'abondance" ou du "dépassement des contradictions de classes". C'est bel et bien l'aggravation des contradictions de classes, et non leur dépassement qu'elle met au contraire au grand jour.

En Suisse, où l'appareil de domination de la bourgeoisie a atteint un degré de perfection que lui envient les autres pays capitalistes, une sourde agitation se manifeste malgré le "contrat de paix sociale conclu voici presque quarante ans entre patrons et opportunistes. Devant la fermeture incessante de petites entreprises dans diverses branches de la production, devant les licenciements qui touchent sans distinction suisses et "étrangers", devant la baisse des salaires, la diminution de la journée de travail et l'augmentation des cadences, devant la hausse continue du coût de la vie, devant le durcissement des règlements disciplinaires à l'intérieur des entreprises, la classe ouvrière, bien que dans une proportion encore faible commence à être sensibilisée.

LES ATTAQUES PATRONALES

Dans le bâtiment, des milliers de contrats temporaires n'ont pas été renouvelés, les autres l'ont été sous condition de réductions de salaire atteignant parfois 30 %, alors que les ouvriers qui protestaient se voyaient automatiquement menacés de licenciement.

Le textile est lui aussi touché par la crise, peut-être même dans une plus grande mesure que le bâtiment. Ici, licenciements, réductions d'horaires et de salaires se succèdent quotidiennement. Même tendance dans l'industrie du livre, où la plupart des imprimeries réduisent le personnel, dans l'hôtellerie, le commerce, les garages.

Dans la chaussure, la firme BAILLY SA. de Schönenwerd annonce la fermeture des trois ateliers de Sion, Briga et Schöftland. L'usine Löw SA. de Oberaach doit congédier 70 de ses 200 employés. Situation identique pour les filiales de Tesserete (Tessin). La Savoy de Stabio renverra bientôt 55 travailleurs.

Dans l'industrie horlogère, la conjoncture n'est pas moins inquiétante. La Roamer Watch a licencié plus de 200 travailleurs à Soleure, et autant à l'usine de montres Favre-Leuba de Fleurier. La Baumgartner Frères SA. de Grechen, réduit son personnel de 155 ouvriers, et supprime le travail de 68 travailleurs à domicile, quant au reste du personnel il se voit imposer l'horaire réduit, les vacances obligatoires, la baisse des salaires. La Bulova de Bienne a renvoyé 215 ouvriers et diminué elle aussi le temps de travail et les salaires. La SSIH du consortium Oméga-Tissot-Lanco de Bienne a licencié 80 ouvriers. L'usine de Grenchen, Guggi SA. a réduit l'horaire et les salaires. Gay Frères SA.

à Genève licencie 60 personnes et réduit l'horaire et le salaire de 30%.

L'entreprise de produits chimique Feldmühle SA. de Rorschach et la Emser Werke SA. viennent d'annoncer la réduction du temps de travail avec perte de salaire. Déjà, la Emser Werke avait imposé à plus de 50% des travailleurs des vacances forcées du 20 décembre au 5 janvier.

Dans la métallurgie, la situation empire de jour en jour. Les usines de la Sodéco (appartenant au groupe Landis et Gyr qui par ailleurs développe son activité en Irak) ont diminué l'horaire de travail, licencié 31 ouvriers à Genève et 30 ouvriers à Sembrancher. A la S.I.P. (Société genevoise d'instruments de physique), l'allocation vie chère n'a pas été allouée et les horaires réduits de 20% avec diminution correspondante de salaire. L'Aparatenbau SA. de Goldach réduit la journée de travail à 8 heures dans les secteurs de production. La Précisa a congédié plus de 50 travailleurs. La S.R.O., filiale suisse de l'usine allemande de roulements à billes FAG, a commencé à licencier et prévoit, d'ici septembre, une réduction de personnel touchant 350 employés. L'usine de Bolquetes Witz a mis en chômage une quarantaine d'ouvriers et le bruit court que la Schlatter de Zürich devrait bientôt en faire autant.

Dans les grandes entreprises comme Sulzer, B.B.C., Escher Wyss, Bühler-Oerlikon, Rieter, Contraves, etc... il suffit d'une petite "faute" pour se retrouver à la rue. On cite des cas d'ouvriers n'ayant pas été réintégrés après leur congé de maladie.

La bourgeoisie doit ouvertement reconnaître, comme l'écrit un journal patronal, que *"le chômage fait partie de l'économie de libre entreprise"*. Dans les milieux politiques bourgeois, on dit que si la crise capitaliste se poursuit au rythme actuel, 130'000 à 150'000 travailleurs "étrangers" devront abandonner le pays entre 1975 et 1976. Si ces prévisions se vérifient, et tout porte à croire qu'elles se vérifieront, ce sont des milliers de familles qui devront abandonner la Suisse pour retourner dans leur pays d'origine sans aucune perspective d'amélioration de leur situation.

Le coût de la vie, selon les statistiques officielles qui le sous-estiment toujours, a augmenté de 9,8% en 1974 et on s'attend à une hausse plus forte encore pour l'année 1975. Comme les augmentations de salaires prévues par le "contrat de paix sociale" "pour compenser la hausse du coût de la vie", sont allouées en début d'année, tous ceux qui n'ont pas perçu d'augmentations depuis le début 1974 verront leur pouvoir d'achat réduit de plus de 20%.

LES ATTAQUES DE L'ETAT

Le 8 décembre dernier, la population suisse a été appelée aux urnes pour se prononcer sur l'augmentation des impôts. Devant le résultat négatif du vote, le gouvernement a adopté en représaille une série de mesures anti-ouvrières et a décidé de diminuer les subventions d'Etat aux institutions publiques comme l'AVS. Pour compenser la perte qui en résulte, la participation ouvrière à leur financement sera augmentée et les cotisations majorées... avec la bénédiction des syndicats.

Les patrons ne sont donc pas les seuls à mener les attaques contre les travailleurs, ils bénéficient du soutien logistique de leur Etat.

Pour protéger l'Etat et la bourgeoisie des coups d'une riposte unie, même embryonnaire, de la classe ouvrière, l'OFIAMT, dans une circulaire adressée au patronat, à la police des étrangers et aux offices cantonaux du travail, s'en prend à la partie la plus vulnérable du prolétariat, les immigrés, afin de diviser encore plus les travailleurs entre eux. Cette lettre exige des patrons qu'ils licencient en priorité les saisonniers, les permis B et les frontaliers au bénéfice des travailleurs suisses et établis, afin de préserver la paix sociale en Suisse si favorable aux intérêts du capital. C'est toujours avec l'arme classique de la division des ouvriers en nationalités et en catégories que la bourgeoisie défend la paix sociale et l'exploitation de la classe ouvrière. Ce sont les couches les plus exploitées, les plus défavorisées au niveau des droits, qui font les premières les frais des opérations de licenciements, de baisse des salaires, etc... Ce sont-elles qui seront toujours les premières attaquées, si les travailleurs nationaux — que la bourgeoisie essaye de dresser contre leurs camarades immigrés en leur offrant quelques privilèges — ne se solidarisent pas avec elles.

La bourgeoisie et l'Etat malgré leur propagande démagogique en faveur de la sécurité de l'emploi pour les suisses n'épargnent pas pour autant les travailleurs nationaux: des dizaines de milliers d'entre eux sont déjà touchés par le chômage complet ou partiel.

Pour la défense de leurs intérêts, les travailleurs doivent abattre les barrières de nationalités et de catégories, établies entre eux par leur ennemi de classe et qui rendent leur défense impuissante par leur dispersion dans la lutte.

Dans son travail de division l'Etat est brillamment secondé par les républicains de Schwarzenbach qui viennent de déposer une quatrième initiative xénophobe qui vise à réduire le nombre d'immigrés à 12,5% de la population et à faciliter l'entrée des saisonniers pour subvenir au développement du capital. Cette initiative exploite les sentiments xénophobes largement répandus chez les prolétaires suisses pour les convaincre de la nécessité de *"défendre à tous prix les suisses contre la concurrence étrangère"*. Les slogans utilisés par les républicains laissent songeur: *"Travailleurs suisses, qui te défend? Canonica ou Schwazzenbach?"*. Pour notre part nous répondons: ni l'un ni l'autre!

Quant à l'Action Nationale elle ne reste pas à l'écart de la surenchère xénophobe puisqu'elle annonce le lancement d'une cinquième initiative qui elle aussi se place sur le terrain de la *"protection des travailleurs suisses"*!

Mais l'extrême-droite n'est pas la seule à soutenir l'Etat dans ses fonctions de gendarme. La "SMUV Zeitung" journal syndical suisse-allemanique de la métallurgie et de l'horlogerie du 19 mars 1975 ne peut pas être plus claire lorsqu'il déclare: *"Nous recommandons à nos secrétaires... d'observer les directives de l'OFIAMT concernant la politique des étrangers de l'immigration et de veiller à ce qu'elles soient effectivement appliquées par les autorités compétentes, dans la mesure où nous pouvons l'accepter du point de vue humain (lisez: du point de vue de la défense de l'ordre social bourgeois)"*.

C'est donc main dans la main que l'extrême-droite, l'Etat et les directions syndicales corrompues se présentent aux prolétaires pour leur faire subir toutes les conséquences de l'anarchie capitaliste et paralyser leur défense en les divisant, en les dressant les uns contre les autres.

LA CAPITULATION DE L'OPPORTUNISME SYNDICAL ET POLITIQUE

Devant cette avalanche de licenciements, de sanctions, de réductions d'horaires, les syndicats et partis "ouvriers" réformistes s'en tiennent à leur ligne habituelle: servir les intérêts de l'économie capitaliste en faisant tout leur possible pour que la classe ouvrière ne sorte pas des limites du contrat de paix sociale.

L'U.S.S. n'en finit pas de s'étonner du *"manque de compréhension"* et de la *"tendance à ne pas respecter les accords dans certains secteurs du patronat"*, en regrettant le bon temps de la prospérité où, avec ce *"sentiment élevé de responsabilité"* et des *"nécessités nationales"* qu'on lui connaît, elle garanti à la bourgeoisie, en échange de quelques miettes, la pleine exploitation du prolétariat.

Vis-à-vis de la votation populaire du 8 juin prochain (mesures pour la sauvegarde de la monnaie, pour l'augmentation de la surtaxe sur l'essence, des huiles de chauffage et des revenus fiscaux ICHA, IDN) l'USS comme à l'accoutumé dicte aux travailleurs un OUI massif aux divers arrêtés fédéraux qui, selon sa commission syndicale, ont pour buts *"de maintenir l'emploi"* et de donner *"une impulsion à l'activité économique"*.

D'une part, l'USS se prosterne devant le patron en implorant de sa part *"une meilleure compréhension"*, *"une plus grande responsabilité"*, dans l'espérance stupide que le capital renonce à sa fonction spécifique par amour de l'égalité et de la *"justice sociale"*. D'autre part, elle engage les prolétaires à ne pas détériorer plus encore la situation, à rester sages, à travailler plus à ne pas tomber dans ces erreurs que sont les revendications de salaires, le non respect des règlements d'entreprise, les congés de maladie prolongés. Cette attitude a été celle constamment suivie par les bonzes de la FSMR (fédération suisse de la métallurgie et de l'horlogerie) lors de chaque licenciement.

Nous en citerons un seul exemple: celui d'une assemblée tenue par ce syndicat avec les licenciés de la S.R.O. de Zürich. Les bonzes acceptaient de s'occuper du reclassement des 350 licenciés, mais seulement à la condition que les ouvriers ne se mettent pas en grève. Dans le cas contraire, les étrangers n'avaient qu'à faire leurs valises, et les suisses chercher de leur côté. *"Il faut lutter tous unis contre les licenciements et les diminutifs de salaire"*, disent-ils, mais pour cela, la lutte doit-être *"civile et responsable"*.

Ils ont ainsi organisé le 28 février et le 1er mars une manifestation pacifique pour la sécurité de l'emploi et contre la réduction des salaires (voir "le Prolétaire" no.194).

Alors qu'ils parlent "d'unité", ils utilisent la même tactique de division que le gouvernement et les patrons, promettant aux travailleurs

suisse un emploi assuré tant que resteront des travailleurs "étrangers" en Suisse. De cette façon, ils empêchent la réalisation de la véritable unité de classe du prolétariat, tant il est vrai qu'à l'heure des licenciements, le patron ne tient pas compte des nationalités mais du rendement.

De toute évidence, les bonzes de l'USS ne font pas autre chose que servir les intérêts du capital en détournant le prolétariat suisse des méthodes de lutte de classe, en l'engageant vers des actions désastreuses qui n'ont d'autre effet que de le désarmer.

Le Parti Suisse du Travail, pour sa part, voit comme tous les partis staliniens la solution de la crise dans la réouverture des crédits bancaires et dans l'accroissement des investissements publics, car toujours selon eux, on éliminerait le chômage *"en ravivant la dynamique du marché"* (Vorwärts). Position logique pour un parti qui a abandonné toute perspective révolutionnaire et qui est essentiellement préoccupé de développer son influence dans la petite-bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière, en s'efforçant d'apparaître à leurs yeux comme une force nationale, garantissant la propriété et ennemie de toute violence. Par ailleurs, comme il ne peut compter sur une base importante, toute son action se limite, mis à part quelques originalités, à se maintenir à la traîne de la sociale-démocratie. Pour ne pas être en reste devant l'USS, il a organisé des manifestations pacifiques contre les licenciements. Pour ne pas faire moins que les bonzes syndicaux, il a traité de "provocateurs" un groupe de prolétaires qui chantait l'Internationale lors d'une manifestation à Oerlikon-Zürich, le 20 février.

De plus, dans un éditorial de la "Voix ouvrière" (3'4'75) J.Vincent commente un interview de Canonica où il laisse apparaître une parfaite concordance entre ses positions et celles de l'opportunisme de l'USS, en déclarant: *"Ce qu'il faudra d'abord, c'est un droit de regard, de contrôle, d'intervention ou de "participation" comme dit l'initiative syndicale."*

CRISE ET CREDIT

Gageons que le P.S.T., qui croit aux vertus de la relance économique, va être comblé d'aise par les mesures que le Conseil Fédéral soumettra aux Chambres en juin prochain, à titre d'arrêtés urgents:

- programme d'investissement notamment dans l'industrie de la construction.
- améliorations des prestations de l'assurance chômage
- aide fédérale substantielle à l'industrie d'exportation.

Et pour couronner le tout Berne débloque une partie des réserves de crise de l'économie privée et abroge l'arrêté sur la limitation du crédit, clef de voûte de la politique anti-inflationniste du Conseil Fédéral.

Pour notre part, tous les crédits du monde ne pourront mettre en mouvement des machines qui n'ont pas été construites, la force de travail d'ouvriers qui ne sont pas en âge ou en état de produire, ou vendre des marchandises qui n'ont pas encore été produites.

Nous empruntons à notre revue théorique, "Programme Communiste" no.45, le texte suivant, en réponse aux illusions engendrées par les défenseurs de la "relance économique".

(...)La conscience que les agents du capital se font de leur propre mode production atteint ici le comble de l'illusion, le système bancaire et le crédit qu'il dispense leur apparaissant comme la cause première de tout le mouvement économique, comme une sorte de levier magique capable de soulever à volonté le monde profane de la production et de la circulation des marchandises. D'où la tentation de rechercher dans la sphère monétaire et bancaire la clé du mystère de l'économie capitaliste et la prétention de surmonter les désordres de celle-ci par une organisation appropriée de celle-là."

(...)Il est toutefois exact, comme le montre Marx, qu'une organisation défectueuse du crédit ou plus généralement, du système monétaire, peut précipiter, voir déterminer une crise économique générale: "Si c'est une illusion d'attribuer un ralentissement ou un arrêt dans la marche de la production et de la circulation au manque de monnaie, il ne s'en suit pas le moins du monde qu'un manque réel de moyens de circulation provenant de limitations législatives ne puisse pas de son côté provoquer des stagnations." (Le Capital, livre I, section I, chap. 3, Ed. Soc., T.I. p, 128)

(...)Tout ce que le crédit peut faire, c'est tendre à son maximum l'utilisation des moyens de production existant et aussi, dans certaine mesure, les moyens d'achat, la demande solvable disponible à un moment donné — et cela en hypothéquant la production et la circulation avenir.

(...)Si le crédit permet un emploi extensif des forces productives et dans une moindre mesure, une extension immédiate de la demande fondée sur l'utilisation anticipée de moyens de paiement dont on peut raisonnablement escompter l'apparition future, le crédit ne supprime en rien la contradiction fondamentale de la production capitaliste, c'est-à-dire le fait que production et circulation ou, si l'on veut, la consommation des marchandises obéissent à des lois de nature complètement différente et même opposée.

(...)Le crédit ne pourrait en effet aligner la progression de la demande solvable sur celle de la production qu'en se niant lui-même, c'est-à-dire en supprimant le caractère privé de l'appropriation des produits. Donc, si la généralisation du crédit éloigne l'apparition de la crise c'est pour en augmenter l'intensité.

(...)Il suffit pour s'en convaincre, de comparer, sous l'angle de l'intensité et de la durée, la portée des crises commerciales qui secouaient à intervalles relativement proches les nations industrielles du siècle dernier, et celles des guerres impérialistes modernes qui constituent la solution capitaliste à la crise, le seul moyen de résorber, sans sortir des limites du mode de production capitaliste, le capital excédant les capacités d'absorption du marché. Parvenu à l'apogée de son développement, le capital ne peut survivre qu'au prix de destructions massives, qu'en opérant une sorte d'auto-amputation. Il révèle ainsi qu'il est historiquement caduc.

Par ces citations, nous voulons indiquer: "l'écrasante supériorité du

matérialisme historique non seulement sur les médiocres systèmes des réformateurs "néo-capitalistes" et sur le socialisme bourgeois des "communistes" officiels dont la courte imagination réformatrice ne peut rien enfanter d'autre qu'une pâle copie idéalisée du capitalisme réel, mais aussi et peut-être surtout sur les constructions aussi "généreuses" que stériles de cette pléiade d'"immédiatistes" ouvriers, démocrates et autogestionnaires, auxquels tout leur radicalisme verbal ne permet pas de s'élever un tant soit peu au-dessus d'une conception misérablement corporatiste, provinciale et par là même sous-bourgeoise de ce qui sera la plus formidable révolution de l'histoire humaine. Toutes ces conceptions bornées ne sont que des reflets idéologiques de la décadence d'une classe condamnée par l'histoire, mais contrainte à aller de l'avant par la nature de son propre mode de production, ou bien encore de l'immaturité du prolétariat qui ne s'est pas encore dégagé des conséquences de sa défaite de classe du premier après-guerre (et seul un bouleversement dans les rapports matériels lui permettra d'y échapper, de retourner à une lutte effective et de se faire une arme de la théorie révolutionnaire). Face à ces conceptions, le matérialisme dialectique s'affirme comme la seule doctrine de classe. Rompant de façon radicale avec tous les rôles utopiques ou les ratiocinations de l'idéologie, il permet une intelligence réelle, et par là même féconde, de l'ensemble du mouvement historique. Il révèle la nécessité d'une révolution du mode de production en vigueur et il découvre, au lieu de les inventer, le sens, la portée et les voies de cette révolution.

(...) Mais si le fossoyeur de la vieille société, l'Etat de la dictature du prolétariat, devra s'accomoder d'une persistance plus ou moins durable des échanges économiques, la première mesure radicale qu'il prendra dans le domaine économique, dès que les nécessités impérieuses de la lutte de classe internationale lui en laisseront la possibilité, sera, comme Marx l'affirmait avec force dans sa "Critique du Programme de Gotha", d'abolir purement et simplement le fétiche-argent."

CONCLUSION

Dans cette crise montante du capitalisme dont les effets frappent durement la classe ouvrière, la bourgeoisie peut compter, pour développer sa politique anti-prolétarienne, sur le concours du réformisme social-démocrate et stalinien. Ces derniers se préparent à diriger toute leur énergie contre-révolutionnaire contre les premières réactions instinctives du prolétariat, soit en usant de démagogie démobilisatrice, soit en développant une opposition active contre toute initiative ouvrière sortant des cadres de la légalité.

La défense conséquente des luttes des travailleurs et de leurs intérêts matériels, requiert la mobilisation, contre le bloc irréversible de la bourgeoisie et de ses laquais réformistes, d'un véritable front de classe, d'un front qui, en faisant siens les principes de la lutte de classe et non de la "paix sociale", se place sur le terrain de l'action directe et non des tractations entre "interlocuteurs sociaux".

Notre perspective de lutte pour la constitution de ce front, partout où les luttes prolétariennes — aujourd'hui inévitablement sporadiques et locales — permettront sa cristallisation, répond aux exigences profondes de la lutte, de son extension, de sa radicalisation.

Le Parti pourra s'employer alors à leurs donner le maximum d'efficacité.

Dans le même temps il opposera ses principes, son programme, sa tactique, et donc sa direction, non seulement à ces ennemis déclarés du combat de classe que sont les réformistes, mais encore à toutes ces orientations politiques qui se réclament de l'intransigeance classiste, mais constituent des facteurs de confusion et d'impuissance dans le développement de la lutte révolutionnaire.

NOS DIRECTIVES DE TRAVAIL SYNDICAL

LE FRONT UNIQUE

La tactique du front unique, développée en 1921 par la IIIème Internationale et défendue par la Gauche italienne contre les fausses interprétations qui en furent faites, a pour but de montrer aux prolétaires que la défense de leurs intérêts immédiats passent par leur union, quelle que soit leur appartenance politique, qu'ils soient syndiqués ou non, sur les bases de la lutte de classe et par la démarcation d'avec ceux qui, refusant les méthodes classistes, s'aplatissent devant l'ordre légal et les nécessités du développement "harmonieux" de l'économie nationale.

Cette tactique n'appelle pas à la formation de bloc de partis dont le programme d'alliance anéantirait le programme du parti de classe (et par conséquent l'autonomie de classe) mais appelle à l'unification de tous les ouvriers sur un programme d'action syndicale de classe unique et tend à démontrer que l'unité de la classe, même dans la lutte revendicative, peut être vraiment réalisée seulement sous l'influence et la direction du parti politique et par conséquent à favoriser la prise de conscience de la nécessité de dépasser le simple niveau trade-unioniste pour développer l'unification de la classe sur le but, la méthode et le programme du parti révolutionnaire du prolétariat.

Du front unique syndical doit naître le front unique du prolétariat sur son programme de classe.

Aujourd'hui, après 50 ans de contre-révolution, nous ne pouvons pas prétendre rassembler de larges couches ouvrières sur des bases unitaires. Notre action, dans le sens de la tactique du front unique, se limite à regrouper, sans préalable politique, les prolétaires les plus combattifs, en rupture plus ou moins définie avec les directions opportunistes, à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats et dans des organismes ouverts à tous les travailleurs.

LA CONTINUITE TACTIQUE DE NOTRE PARTI

En 1922 le parti communiste d'Italie élaborait, en s'appuyant sur la doctrine et la méthode de l'Internationale, un ensemble de thèses (thèses de Rome) ayant "pour objet le problème général des critères auxquels le Parti communiste doit obéir dans son action pour réaliser son programme et atteindre son but, de la méthode qu'il doit suivre pour déterminer les initiatives à prendre et la direction à donner à ses mouvements".

L'exposé de quelques une de ces thèses doit nous rappeler que la tactique ne s'improvise pas dans le mouvement, mais qu'elle est détermi-

née par la compréhension du processus historique du parti, par sa capacité de prévoir les situations et à en déduire les règles régissant son activité pratique.

Ces thèses, aujourd'hui encore, doivent guider le parti dans son action qui tend à rassembler les masses prolétariennes sous sa direction révolutionnaire pour les conduire à la conquête du pouvoir. Elles fixent les limites au-delà desquelles le parti de classe perd son indépendance et tombe dans le frontisme vulgaire, brisant ainsi les liens qui unissent son action immédiate avec ses buts finaux.

Rapports entre le parti communiste et la classe prolétarienne:

Thèse 12: "L'oeuvre de propagande idéologique et de prosélytisme continuellement accomplie par le Parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale. La seule existence de l'organisation unitaire du Parti, avec son indispensable clarté de programme et sa non moins indispensable solidité et discipline d'organisation, garantirait déjà par elle-même que, loin d'attribuer jamais aux revendications partielles la valeur d'une fin en soi, on considère la lutte pour les faire triompher comme un moyen d'acquérir l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire."

Thèse 13: "Le Parti communiste participe donc à toutes les formes d'organisation économique prolétarienne ouvertes à tous les travailleurs sans distinction de convictions politiques (syndicats, conseils d'entreprise, coopératives, etc.). Sa position fondamentale à l'égard des organismes de cette nature est qu'ils doivent comprendre tous les travailleurs se trouvant dans une situation économique donnée, et c'est en la défendant constamment qu'il y développera le plus utilement son action. Pour cela, le Parti organise ceux de ses militants, qui sont membres de ces organisations, en groupes ou cellules dépendant de lui. Au premier rang dans les actions déclenchées par les associations économiques où ils militent, ceux-ci attirent à eux et donc dans les rangs du Parti les éléments qui, au cours de la lutte, auront suffisamment mûri pour y entrer..."

Rapports du parti communiste avec les autres mouvements politiques prolétariens:

Thèse 19: "Par ailleurs, ces polémiques (avec les partis sociaux-démocrates et les courants syndicalistes et anarchistes) doivent se refléter dans le domaine de l'action. Participant aux luttes des organisations économiques prolétariennes même quand elles sont dirigées par les socialistes, les syndicalistes ou les anarchistes, les communistes ne se refuseront pas à en suivre l'action, à moins que la masse entière se rebelle spontanément contre elle. Ils n'en démontreront pas moins que la méthode erronée de ces chefs condamne cette action à l'impuissance ou à l'utopisme, à un point donné de son développement, alors que la méthode communiste aurait conduit à de meilleurs résultats, aux fins du mouvement révolutionnaire général. Dans la polémique, les communistes distingueront toujours entre les chefs et les masses, laissant aux premiers la responsabilité des erreurs et des fautes. Ils ne manqueront

pas de dénoncer tout aussi vigoureusement l'oeuvre des dirigeants qui, malgré un sincère sentiment révolutionnaire, préconisent une tactique dangereuse et erronée."

Thèse 20: "Le Parti communiste a pour objectif essentiel de gagner du terrain au sein du prolétariat, accroissant ses effectifs et son influence aux dépens des courants et partis politiques prolétariens dissidents. A condition qu'on ne compromette jamais la physionomie programmatique et organisationnelle du Parti, cet objectif sera atteint par une participation à la lutte prolétarienne réelle, sur un terrain qui peut être simultanément d'action commune et d'opposition réciproque avec ceux-ci."

LA NECESSITE DE LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME

L'opportunisme actuel, représenté par les partis staliniens réformistes et sociaux-démocrates, défend la théorie que le capitalisme peut être amélioré par un ensemble de réformes et que le maintien et le développement du capital sont compatibles avec l'amélioration du sort du prolétariat. Né de la convergence de l'opportunisme social-démocrate et stalinien, lui-même fruit de la dégénérescence de l'Internationale communiste, il trouve les conditions objectives de son développement dans une situation historico-sociale où une couche du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, peut être achetée par le capital, qui se trouve dans une situation de monopole sur le marché mondial.

Persuadée qu'elle est du principe de l'harmonie entre les classes, l'aristocratie ouvrière oppose donc l'alternative: "Le capital au service de l'homme ou de ses seuls propriétaires ?" (Slogan de l'USS) à celle d'"Exploitation capitaliste ou destruction du capital ?".

L'idéologie bourgeoise ne s'infiltré pas seulement dans la partie nationale du prolétariat, la plus facile à corrompre, mais trouve aussi une brèche dans l'espoir que possède une partie des immigrés de sortir de leurs conditions de sans réserves pour rejoindre la petite-bourgeoisie, en accumulant par un travail acharné un petit capital suffisant pour faire de lui, au retour dans son pays, un petit commerçant ou un petit propriétaire immobilier.

Aujourd'hui, en période de crise, l'hégémonie des partis opportunistes, vendus à la cause nationale, sur les syndicats et le prolétariat apparaît plus que jamais comme le facteur subjectif paralysant totalement la réaction ouvrière aux attaques du capital.

Ces conditions ont fait disparaître la plus élémentaire conscience trade-unioniste, "c'est-à-dire la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc." (Lénine, "Que faire")

Entièrement intégrés dans l'appareil d'Etat, les partis faussement "ouvriers" n'offrent plus au prolétariat comme perspectives qu'une majorité parlementaire et le pouvoir alternatif avec la bourgeoisie (démocratie oblige!), en véhiculant toutes les aspirations petites bourgeoises: réformisme, anti-monopolisme, pacifisme social, indépendance et neutralité nationale, etc...

L'opportunisme a donc une base matérielle à son existence et joue un

rôle fondamental que l'on ne doit pas sous-estimer dans l'aliénation idéologique et politique du prolétariat au capital. Son rôle apparaît d'autant plus clairement, lorsque dans des conditions spécifiques où les prolétaires atteignent spontanément la conscience trade-unioniste, il agit de manière à casser et désorganiser leur lutte légitime. Il intervient de ce fait comme garde-chiourme du pouvoir bourgeois pour faire respecter le sacro-saint ordre capitaliste.

De cela il découle pour les révolutionnaires la nécessité de combattre son influence sur le prolétariat en dénonçant son discours comme celui des défenseurs de l'économie nationale et du capitalisme et de combattre son attitude dans les mouvements sociaux où il recourt à mille ruses pour trahir les luttes sans se trahir lui-même.

COMMENT TRAVAILLER AUJOURD'HUI DANS LA PERSPECTIVE DU FRONT UNIQUE

LA SITUATION DANS LES SYNDICATS

Les syndicats suisses, dignes représentant de l'aristocratie ouvrière, possèdent toutes les tares de cette couche: nationalisme, corporatisme aveugle et même parfois xénophobie. Cela a pour conséquences:

- l'adhésion totale au principe de la paix sociale au travers de la "Paix du Travail".

- les appels aux pouvoirs publics et aux commissions paritaires pour régler les situations de crise.

- l'acceptation du principe de la division en nationalités des travailleurs et par conséquent de toutes les discriminations qui s'en suivent (c'est ainsi que l'USS qui ne remt pas en question ni les statuts, ni le contingentement, ni la police des étrangers, exprima son chauvinisme par la bouche de Ghelfi le 22 mars à Lausanne: "Pour nous en Suisse, un travailleur suisse a plus d'importance qu'un immigré"!)

C'est pour combattre ces positions de trahison que nous devons dénoncer les syndicats actuels comme étant des courroies de transmission de la bourgeoisie au sein du prolétariat. Seule une position d'intransigeance vis à vis de l'opportunisme syndical peut nous amener à regrouper et organiser les prolétaires combattifs en rupture avec la ligne traditionnelle des syndicats sur des positions de classe, et à ne pas nous couper des travailleurs les plus dégoûtés des pratiques syndicales.

VICISSITUDES DES REACTIONS A L'OPPORTUNISME

En réaction à l'opportunisme ambiant se crée un certain nombre d'organismes à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats, liés ou non à une organisation politique, qui tentent de réagir à la capitulation des syndicats. Nous analysons ici les positions défendues par ces groupes, tout en étant conscients que pour certains d'entre eux notre critique mériterait de plus grands développements. Lausanne n'est évidemment pas un cas exceptionnel car ce types d'organismes se retrouvent dans la plupart des grandes agglomérations suisses.

- C.A.S. (Comité d'Action Syndical). Ce comité est une émanation du groupe spontanéiste Rupture dont la politique allie une part de sectarisme avec une part de suivisme. Nous reprochons au C.A.S. d'être un organisme fermé où n'entre que ceux qui acceptent le discours politique de ses parrains ou du moins qui ne s'y opposent pas avec un autre discours structuré.

Le discours de Rupture est celui du maoïsme spontanéiste et de l'imédiatisme, il se caractérise par une ligne politique et tactique flottante au gré des événements et de la conscience des "masses" ainsi que par une confusion entre les niveaux politique et syndical.

Le suivisme du C.A.S. à l'égard des syndicats se concrétise par le refus de faire la critique de l'opportunisme sous le prétexte qu'il ne faut pas diviser la classe ouvrière. Nous répondons que ce n'est pas en se taisant sur la politique de division de l'opportunisme que l'on pourra construire l'unité de la classe. Dans la lutte économique, les prolétaires doivent refuser tout suivisme qui cautionne l'établissement des bonzes social-chauvins à la direction des syndicats. Dans cette lutte notre rôle est d'aligner les prolétaires combattifs sur des positions de classe, donc anti-opportunistes, et non de leur faire des cours de tactique douteuse sur la nécessité "de ne pas se couper des masses".

Nous appelons les travailleurs regroupés au C.A.S. à participer à tous les organismes prolétariens ouverts en laissant tomber le sectarisme organisationnel de Rupture, en ouvrant le C.A.S. à tous les travailleurs sans préalable politique, en participant activement à propager des positions de classe indépendamment des préceptes préconisés par Rupture, en luttant contre la bourgeoisie et ses laquais opportunistes.

- RTMH (Regroupement de Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie). Nous applaudissons ce genre d'initiative car elle correspond justement à notre conception de l'organisation des travailleurs en rupture plus ou moins définie avec l'opportunisme. Nous soutenons et participons, dans la limite de nos forces à tous les regroupements d'opposition syndicale, car ils allient la position juste de lutte contre la capitulation des syndicats et contre l'influence néfaste des bonzes en proposant des solutions alternatives dans les organisations de masses existantes, tout en ne s'auto-proclamant pas solution organisationnelle alternative unique. En effet, le développement des luttes entre classes est à un stade trop embryonnaire pour que nous puissions prédire aujourd'hui si nous devons, dans une période de haute tension sociale, conquérir les syndicats pourris ou reconstruire un syndicat de classe. Vouloir s'arrêter à telles ou telles solutions stratégiques actuellement c'est ni plus ni moins vouloir enfermer le déroulement de l'histoire dans des schémas théoriques. Ce qui est plus important que la forme organisationnelle c'est la position de classe intransigeante défendue contre l'union de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

Le RTMH subit l'influence trotskiste en ce qui concerne certains mots d'ordre immédiats avancés dans son journal "Combattre". La revendication "Ouverture des livres de comptes et fin du secret commercial" qui s'accompagne généralement de celle de "Contrôle ouvrier", ne peuvent être avancées sans qu'elles soient accompagnées des conditions de leur

réalisation: la prise du pouvoir par le prolétariat dirigé par son parti. Le "contrôle ouvrier" ne peut être détaché de la question de l'insurrection, de la prise du pouvoir, ni être présenté comme la voie qui mènera fatalement "au double pouvoir", qui mènera lui-même fatalement à l'insurrection, etc... S'il n'est pas lié à la dictature s'il est lancé comme une recette supra-historique, il peut devenir une impasse dans laquelle viendront se perdre les mouvements révolutionnaires du prolétariat. Un tel fatalisme dynamique est anti-dialectique (l'action engendre l'action) car il passe sous silence la condition subjective nécessaire de la prise du pouvoir, qui seule peut réaliser "le contrôle". Cette condition est la construction et le renforcement du parti de classe unique qui étend son influence parmi les masses ouvrières, qui les dirige, les organise et réalise leur unité de classe.

Dans ce travail de préparation de l'insurrection, *"la tâche des communistes (est) d'utiliser aussi la tendance prolétarienne au contrôle de la production pour la diriger contre la cible centrale, le pouvoir d'Etat du capitalisme."* (Position prise par la Gauche italienne en 1920 dans la grève de Turin contre la tendance Gramsciste qui théorissait le contrôle ouvrier comme absolument indispensable à la révolution.

La revendication du "contrôle ouvrier" tel que les trotskistes d'aujourd'hui l'avancent n'a rien à voir avec la manière dont Lénine lui-même la posait : *"Quand nous disons "contrôle ouvrier", ce mot d'ordre étant toujours accompagné de celui de la dictature du prolétariat, le suivant toujours, nous expliquons par là même de quel Etat il s'agit."* ("Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir" septembre 1917). Et encore : *" Le contrôle sans le pouvoir est la plus creuse des phrases. Comment contrôlerais-je l'Angleterre ? Il faut, pour la contrôler, s'emparer de sa flotte. Mais il suffit de songer aux facteurs essentiels de ce dernier pour comprendre qu'y ajouter foi, c'est répudier les principes fondamentaux des principes de classe... Pour contrôler, il faut détenir le pouvoir ... Si je mets au premier plan le contrôle, en masquant cette condition fondamentale, je dis une contre-vérité et je fais le jeu des capitalistes et des impérialistes. "Contrôle-moi à ton aise pendant que je garde les canons. Gave-toi de contrôle." Voilà ce qu'ils disent... Sans le pouvoir le contrôle est une phrase petite-bourgeoise qui entrave la marche et le développement de la révolution russe."* (Observation de Lénine à Kamenev le 24 avril 1917)

- CUTSI (Comité unitaire des travailleurs suisses et immigrés). Nous n'avons aucune position de principe contre ce genre de comité puisqu'il est ouvert à tous les travailleurs indépendamment de leur appartenance politique. Cependant, nous critiquons l'alignement du comité sur les positions politiques et tactiques de la L.M.R. qui fait de celui-ci une de ses succursales et qui lui imprime une attitude plus qu'ambigüe vis-à-vis de l'opportunisme. Nous appelons donc les travailleurs au sein de ce comité à avoir une position résolue contre l'opportunisme (y compris le réformisme stalinien!) et à le dénoncer en appelant les ouvriers à la base pour des actions unitaires et non pas en invitant les directions politiques ou syndicales vendues à la cause de la paix sociale.

- C.U.T. (Comité pour l'unité des travailleurs). A Lausanne, le CUT après avoir organisé une manifestation le 12 octobre 1974 contre l'initiative xénophobe et une assemblée contre les licenciements, à laquelle nous participions en tant que groupe syndical du parti, s'est fixé comme thème de travail la manifestation du 1er mai et l'organisation d'une journée de solidarité avec les travailleurs immigrés. Ce comité, cartel rassemblant des organisations ou groupes politiques (L.M.R. et les spontanéistes de Rupture étant les plus influents), syndicaux et d'immigrés (C.L.I. et A.T.E.E.S.) se distingue par son attitude suiviste à l'égard de l'opportunisme. Ce suivisme s'est révélé une fois de plus lors du débat sur les rapports que devait avoir le CUT avec les organisateurs du 1er mai (P.O.P., P.S.L., U.S.L.) et sur la forme que devait prendre le cortège.

Pour conserver leur hégémonie idéologique sur le 1er mai, les partis et syndicats opportunistes monopolisent le droit d'organiser les manifestations et de proclamer des discours, ce qui leur permet d'autant mieux de défendre leurs mots d'ordre collaborationnistes du style: "participation des travailleurs" ou "non à la Paix du Travail à sens unique"! Ce privilège ne va pas sans irriter les organisations exclues du cortège et qui, manquant d'appui dans la base ouvrière, ne peuvent pas imposer de l'intérieur du cortège officiel des discours et des mots d'ordre de combat. Cette impuissance les réduit, prisonnières qu'elles sont de l'immédiatisme, à adopter des solutions tactiques les plus ambiguës visant à négocier leur place dans le cortège des syndicats, des stalinien, et des sociaux-démocrates.

C'est dans cette perspective que les organisations du comité, à l'exception du représentant de l'ATEES (Association des travailleurs espagnols émigrés en Suisse), se prononcèrent en faveur de l'envoi d'une lettre aux directions syndicales, leur demandant la participation du CUT au cortège officiel avec un temps de parole à la tribune. Cette lettre était justifiée par le fait que le refus certain des syndicats montrerait aux travailleurs que les diviseurs ne sont pas les "gauchistes" mais bien la bonzerie et qu'elle amènerait un débat dans les sections syndicales.

Nous avons dès le début affirmé notre opposition à cette pratique servile désorientant les travailleurs combattifs, nos arguments étant les suivants:

- les organisations du comité, refusant de montrer dans les faits la division qu'exercent les opportunistes au sein du prolétariat, sont réduites à tendre des pièges tactiques subtils pour démontrer le "sectarisme" (et seulement le "sectarisme") des organisateurs du 1er mai.

C'est une manière de plus de ne pas s'attaquer frontalement à l'opportunisme et d'éviter ainsi de parler de l'obstacle qu'il représente à la lutte de classe. Sa capitulation devant les attaques quotidiennes du capital ne peut être révélée aux ouvriers qu'en dénonçant sa pratique établie sur les principes de la défense de la paix sociale, de la participation, de l'économie et de la neutralité nationale et non pas en se plaignant de son anti-démocratisme (au sens bourgeois du terme) car ce n'est pas là la cause de sa nature contre-révolutionnaire.

- l'unification formelle du cortège (sans qu'elle soit synonyme d'unité de la classe ouvrière comme le laissent croire les trotskistes et les spontanéistes) et l'apparition de banderoles combattives dans le cortège officiel ne seront pas provoquées par les démarches administratives des organisations lésées mais par un rapport de force entre la base et les directions syndicales. Ce ne sont donc pas les directions que nous devons implorer pour qu'elles changent leur politique de division mais les travailleurs que nous devons appeler à défendre les revendications et les moyens de lutte qui sont propres à leur classe, à les imposer dans les syndicats et à nier l'autorité des bureaucrates syndicaux. Ceci aurait l'avantage de porter le débat dans les sections syndicales sur un terrain de classe et non sur le terrain mouvant de l'anti-démocratisme.

- l'envoi d'une lettre aux directions syndicales, ne donne aux travailleurs combattifs aucune indication claire sur l'attitude qu'ils doivent avoir avec ceux-ci et ne peut que les illusionner sur leur nature.

Notre avis était donc d'adresser aux ouvriers, par voie de tracts, un appel à se regrouper autour de revendications et de moyens de lutte de classe et à combattre les positions de division et de collaboration de la direction sociale-démocrate des syndicats.

Notre opposition ne concerne pas seulement le procédé tactique employé par la L.M.R., Rupture et Cie., mais porte aussi sur le contenu de la lettre. En effet, le texte final donne une idée de ce que le CUT entend par unité: après avoir posé comme *"une condition essentielle pour que l'ensemble de la classe ouvrière puisse assurer sa défense face au patronat"* l'union *"entre les organisations ouvrières qui toutes luttent contre les licenciements et contre l'attaque patronale"*, la lettre invite *"tous les partis et organisations politiques se réclamant de la classe ouvrière, ainsi que toutes les fédérations syndicales"* à participer à la campagne que désire mener le CUT contre les discriminations entre travailleurs suisses et immigrés.

Nous rejetons les appels à l'union faits à ceux qui assujettissent depuis des décennies le prolétariat aux intérêts de la nation et dont on ne peut attendre autre chose que ce qu'ils ont toujours fait: trahir!

Ceci montre que la conception des trotskistes et des spontanéistes de l'unité prolétarienne est toute formelle et passe par la création d'un vaste mouvement frontiste rassemblant pêle-mêle tous les partis "ouvriers" sur des positions de compromis détournant le prolétariat de ses perspectives historiques de classe.

Si tous les groupes politiques ou syndicaux n'hésitèrent pas à cautionner une telle farce, les organisations d'immigrés ne pouvaient donner leur accord sans avoir préalablement discuté avec leur base. Or il s'avérait que ces organisations, de par les tensions entre le P.C.I. et le P.S.I. au sein des CLI (Colonies libres italiennes) et de part l'influence prédominante du P.C.E. à l'ATEES, se trouvaient dans l'impossibilité de donner une réponse.

Mis devant le fait que la lettre ne serait finalement signée que par un groupe restreint, la L.M.R., après un mois de discussion sur ce sujet douteux, déclara que cette lettre ne pouvait plus *"être prise en charge par le comité"*, mais que néanmoins elle serait envoyée aux di-

rections syndicales, aux seuls noms des organisations acceptant d'appuyer cette démarche.

Ceci révèle les tristes méthodes utilisées par les immédiatistes gênés dans leur tactique par la perte de l'alibi d'être appuyés par organisations de masses et donc de représenter autre chose qu'eux-mêmes!

L'union des prolétaires sur des positions de classe ne se construit qu'à partir de la base ouvrière et que par un combat contre l'opportunisme, car loin de "*lutter contre les licenciements et contre l'attaque patronale*", il enferme les luttes dans un légalisme stérile qui ne sert que les intérêts du capital.

Pourquoi nous ne signons pas le tract du CUT du 1er mai

Le 21 avril, les organisations du comité pour l'unité des travailleurs (ou du moins les 5 dernières des 23 de la manifestation du 12 octobre) se réunissaient pour discuter d'un projet de tract présenté par la L.M.R.

Encore une fois nous nous sommes heurtés au spontanéistes de Rupture - C.A.S. et à la L.M.R. sur la conception de l'unité.

Encore une fois en effet, la condition nécessaire à l'unité prolétarienne face aux attaques du capital, face à la trahison de leurs intérêts par la social-démocratie et le stalinisme, était présentée comme celle du rassemblement de tous les partis et de tous les syndicats dans un même cortège!

Il faut avoir une conception très abstraite de l'unité pour identifier l'unité de la classe ouvrière et la continuité formelle d'un cortège réunissant en vrac gauchistes, social-chauvins, travailleurs combattifs, etc... sous des banderolles les plus diverses et les plus contradictoires.

Ce n'est pas parce que le P.O.P., le P.S. et l'U.S.L. refusent de faire participer à la préparation du 1er mai les autres organisations, ni parce qu'ils leur interdisent de défiler dans le cortège officiel avec leurs banderolles, qu'ils sont des diviseurs de la classe ouvrière.

Le triumvirat accuse généralement les gauchistes de diviser les rangs de la classe ouvrière en fractionnant le cortège, et ces derniers, parce que rejetés du cortège, accusent les réformistes d'être les diviseurs. Cela démontre bien qu'ils ont tous les deux la même conception de l'unité.

Voici ce dont nous gratifiait le projet : "*Tout travailleurs conscient de la situation actuelle comprend immédiatement la nécessité d'affirmer cette année au 1er mai, avant toute autre chose, la volonté de s'unir face au patronat. Pour les organisations sous-signées, c'était une évidence. Plusieurs d'entre nous s'adressèrent de ce fait à l'U.S.L. pour demander que cette année le 1er mai soit organisé avec toutes les forces qui y participent afin d'arriver, contrairement aux autres années, à un cortège unique. Les dirigeants de l'USL ont une autre compréhension de l'unité.*"

La "volonté de s'unir" est donc la volonté d'opposer au patronat une alliance entre parti. Une telle union d'état-major revendiquée par Rupture et la L.M.R., loin de renforcer et de consolider la défense ouvrière contre les attaques du capital, ne fait que l'affaiblir car elle ne peut démasquer le rôle de conservateur de l'ordre établi des réformistes sociaux-démocrates et staliniens.

C'est une des caractéristique du centrisme que de faire de la phrase révolutionnaire (du style: "la manifestation du 1er mai doit être un défilé unitaire de classe" dicit Rupture!) tout en essayant sans cesse de ramener à des positions de classe les partis vendus irrémédiablement à la cause du capital en les présentant comme des alliés possibles pour défendre les intérêts de classe du prolétariat.

Bien que d'accord avec le CUT sur les revendications et les moyens de les imposer nous ne pouvons pas cautionner ses déclarations et agissements qui cachent le rôle de l'opportunisme dans les luttes ouvrières en lui proposant des actions communes.

Qui crée la division dans la classe ouvrière ?

Cette année encore le cortège du 1er mai sera scindé en une partie dite officielle et une partie regroupant les travailleurs opposés à la ligne défendue par l'USL, le POP et le P.S. .

Cette division du cortège n'est pas fortuite, elle est due d'une part au rapport de force qui ne permet pas encore au prolétaires combattifs d'imposer aux directions syndicales des revendications et des moyens d'action qui portent la lutte sur un terrain de classe, et d'autre part à l'existence de deux conceptions de la défense des intérêts des travailleurs, celle du triumvirat officiel qui allie la collaboration et la division et celle du deuxième tronçon qui, avec toutes les erreurs tactiques dues à une incompréhension politique du rôle de l'opportunisme que nous avons dénoncée plus haut, appelle néanmoins les ouvriers à rompre la paix du travail.

Le triumvirat ne peut que refuser de se battre sur des positions de classe car il subordonne toujours les luttes ouvrières à quelques "intérêts supérieurs", quand ce n'est pas celui de l'économie nationale c'est celui de la légalité... bourgeoise! Dans ses tracts, sur ses banderolles, on lira toujours les mêmes capitulations: "participation!", et très sournoisement "non à la paix du travail à sens unique!", etc. ...

Nous y lirons bien quelques revendications ouvrières, mais jamais d'autres moyens de les imposer que les "commissions paritaires" et l'appel pathétique aux Pouvoirs Publics (ceux-là même qui attaquent frontalement la classe ouvrière par la circulaire de l'OFIAMT!).

L'arme des travailleurs, la grève, il la refuse, et s'il l'accepte, poussé par la base, ce n'est que comme moyen ultime et exceptionnel, utilisé à petite dose pour ne pas entraver la bonne marche du capital, et sans généraliser le combat au-delà de l'entreprise ou même de l'atelier (ce qui revient à fractionner les luttes ouvrières et à rendre l'attaque patronale plus efficace).

Quant à la solidarité et à l'union de tous les travailleurs, quelque

soit leur nationalité, il ne l'évoque que dans les discours officiels du dimanche. Dans sa pratique la soit-disante "unité" se concrétise, entre autre, par le refus des mêmes droits politiques aux prolétaires immigrés, par la défense du principe du contingentement qui est la négation du droit à la libre circulation pour lequel les travailleurs doivent se battre.

Nous devons combattre ces positions de petits-bourgeois et d'aristocrates ouvriers introduites dans les rangs prolétariens.

Aujourd'hui les travailleurs les plus combatifs, dégoûtés par les pratiques de l'opportunisme, iront défiler dans le deuxième cortège, mais il dépend d'eux de lutter à l'intérieur des syndicats pour imposer, avec l'appui de leurs camarades et contre l'avis des bonzes, les revendications et les moyens de lutte de classe pour qu'un jour les banderolles de collaboration disparaissent du cortège et les discours du 1er mai appellent les ouvriers à la lutte de classe!

UN EXEMPLE DE TRAVAIL SYNDICAL DE NOS CAMARADES EN ITALIE

Nous donnons ici un exemple de l'action que l'on peut et doit mener dans des organismes ouvriers couverts.

ACTION DANS LE COLLECTIF OUVRIER ITALSIDER (BAGNOLI)

Le Collectif est hébergé par Lotta Continua (L.C., groupe spontanéiste) à son siège de Bagnoli, ce qui montre déjà quelle est l'influence de L.C. dans ce Collectif. Avant que nos camarades d'usine y adhèrent, ce qui remonte au début septembre 1974, le Collectif comptait aussi des éléments de Avanguardia Comunista (A.C. groupe maoïste). Leur influence, qui se différencie souvent de celle de L.C. apparaît par exemple dans un tract du 14 août 1974: alors que L.C. refuse non pas en principe mais en pratique de dénoncer l'opportunisme du P.C.I. et des syndicats, A.C. soutient cette dénonciation bien que de façon assez confuse. Quand nos camarades sont entrés dans le Collectif, les organisations présentes étaient L.C. et A.C.. Il faut dire aussi qu'il y avait d'anciens syndicalistes C.G.I.L. de l'usine qui jouissent d'une grande popularité parmi les ouvriers mais qui tiennent des propos de compromis à l'égard des syndicats ce qui les amène à être beaucoup plus proche de L.C. que de nous.

Le fait que le siège provisoire du Collectif se trouve à la section de L.C., la critique confuse que A.C. faisait avant que nos camarades interviennent — et fait encore — à L.C., tout cela démontre que l'influence de L.C. était dominante dans le Collectif, et l'est encore, même si la majeure partie de la base du Collectif, y compris parfois les sympathisants de L.C., montre qu'elle est sensible à nos positions revendicatives et politiques. Il faut comprendre en effet que le discours "revendicatif" s'entrecroise continuellement avec le discours de la lutte politique du prolétariat. D'ailleurs il ne peut en être autrement, surtout dans un organisme comme le Collectif, dont les adhérents de base sont des éléments très décidés et combatifs qui exigent un discours politique. Sur ce plan, ces derniers sentent instinctivement les insuffisances, les approximations (telles étaient leurs réactions) de L.C. et voient dans nos critiques à l'égard des syndicats et du P.C.I. une clarté dans les positions (sur la question du

fascisme, du compromis historique, de la nature et de la fonction du PCI et des syndicats tricolores) et dans les directives (auto-défense ouvrière, refus des fronts populaires, etc.) que L.C. est, organiquement, incapable de fournir. Ce n'est donc pas seulement sur le terrain des luttes économiques mais aussi sur ce terrain que nos camarades travaillent dans le Collectif.

En septembre, parallèlement à l'intervention de nos camarades, le Collectif devient, également sur le plan quantitatif, quelque chose de plus consistant, les réunions deviennent presque quotidiennes et le Collectif décide de se donner une sorte de programme d'action.

Ici L.C. agit de la façon suivante: elle prépare un programme de revendications économiques, mais celui-ci n'est rien par rapport aux prémisses politiques, qui sont tout et qui naturellement, sont celles de L.C. (mise hors-la-loi du M.S.I., retrait de l'Italie de l'OTAN, non aux droites et à la D.C., oui au PCI comme "catalysateur révolutionnaire", etc...). C'est sur ce programme qu'aurait dû naître le Collectif début septembre et ce programme aurait eu un caractère contraignant pour tous les adhérents, y compris nos camarades. Ces derniers ont réussi à ne pas le faire adopter pour la partie politique, avec l'appui également de la base (si non, non seulement le Collectif serait devenu un doublet de L.C. mais nos camarades mêmes seraient devenus des sympathisants de L.C.) en élaborant, en diffusant au sein du Collectif et en l'illustrant la "contribution d'un groupe d'ouvriers à l'orientation du travail du Collectif" qui, soutenue par de nombreux ouvriers au Collectif et également par A.C., a au moins paré le coup de L.C. et nous a permis de continuer effectivement notre travail dans le Collectif.

Sans mettre directement en cause les positions de L.C., le texte les démonte, en donnant comme objectif au Collectif de ne pas se limiter à l'usine et de ne pas avoir comme fin ultime la conquête de la majorité du Conseil d'usine de l'Italsider (points 2 et 3 de la contribution: "*le Collectif ne doit pas s'identifier au Conseil d'usine, donc il ne doit pas se dissoudre après la conquête de la majorité de ce Conseil,*" Et plus loin: "*le Collectif doit avoir le caractère d'une organisation d'ouvriers dont la vie dépasse les grilles de l'usine, il ne doit pas être lié à une seule usine.*" Ce qui est le contraire de ce que proposait le texte de L.C.).

En mettant à l'ordre du jour "*la lutte contre la politique de division des ouvriers menée par les dirigeants syndicaux et les partis opportunistes*", la contribution rappelle aussi la nécessité d'une part d'exprimer une ligne d'action revendicative qui doit se référer constamment à deux points: réduction du temps de travail et augmentations des salaires (c'est de cette façon qu'il faut considérer toute restructuration de l'organisation du travail). D'autre part, elle est établie en ce qui concerne le problème des ouvriers des entreprises concessionnaires et sous-traitantes des mots d'ordre clairs.

Cette plate-forme influence en partie l'action du Collectif mais souvent, les "manoeuvres" et les coups de main de L.C. ont le dessus sur le travail de nos camarades. Le tract au nom du Collectif de la 1ère semaine d'octobre et la récente "motion" du Collectif du 11 octobre sont deux exemples significatifs en ce qui concerne notre action et celle de L.C. Dans les deux cas, après de longues réunions, le Collectif,

après avoir approuvé un projet de texte, avait chargé nos camarades de la rédaction définitive. Pour le tract qu'ils avaient ronéotypé, L.C. n'a pas pu intervenir in extremis, et le tract rédigé clairement, même avec des limites, contient une critique des dirigeants syndicaux, et donne pour objectifs la réduction du temps de travail pour se lier à la lutte des chômeurs, et l'augmentation des salaires, notamment par le moyen de l'augmentation de l'allocation de vie chère (contingenza). En ce qui concerne la motion, par contre, les choses se sont passées différemment. Le texte initial de la motion porte clairement la marque de L.C. qui, d'une façon générale, ne veut pas dénoncer l'attitude des syndicats et tape toujours sur les mêmes choses: le rôle de la D.C., le chantage de droite, etc. Nous avons corrigé ce texte en mettant en relief la dénonciation de la trahison syndicale et des partis soit-disant ouvriers et en concédant peu de choses à l'influence véritablement néfaste de L.C.

Mais voici ce qui s'est passé le lundi 11 octobre: alors que nos camarades sont encore au travail, une heure avant le début de la réunion du Conseil de Zone, où devait être présentée la motion, quelques membres du Collectif se réunissent sous la direction de L.C. sous le prétexte de "rendre plus clair un texte trop schématique" et tout en affirmant que la motion telle que nos camarades l'avaient rectifiée était correcte, ils laissent dans son premier état la deuxième partie du document, et de la première partie, qui définit la crise actuelle, ils éliminent la dénonciation des syndicats et la remplacent par le "*chantage de la droite et de la D.C.*".

De cette façon, la motion reprend son aspect initial, d'inspiration L.C., et ce alors que de nombreux membres du Collectif, bien que présents, ne se rendent pas compte de ce qui se passe. Quand nos camarades sont informés, ils interviennent et arrivent à réinsérer dans la motion la dénonciation de l'opportunisme syndical. Ils sont appuyés dans cette action par A.C..

Pour l'instant, le Collectif augmente sa "notoriété" non seulement à l'intérieur de l'usine mais aussi dans le milieu ouvrier de la ville. En même temps, pour l'instant du moins, les divergences au sein des Confédérations napolitaines ont préservé le Collectif des attaques directes des syndicalistes, ce qui pourra probablement accorder un certain temps au Collectif et à sa base pour croître, à condition bien entendu que L.C. ne se charge pas par son velléitarisme et son attitude pro-PCI à le détruire dans l'oeuf. Nos camarades travaillent dans le Collectif contre le velléitarisme de L.C. mais sans passer sous silence le danger des attaques des bonzes. Ils y travaillent de façon à ce que, si le Collectif se disloque, il reste un sillon tracé pour que se reconstitue, à Italsider ou dans une autre usine, un autre organisme de ce type, une autre petite concentration ouvrière qui puisse être, y compris grâce à notre influence de Parti, un point de référence pour les autres ouvriers, pour lancer, diffuser, agiter des mots d'ordre correspondant à brève échéance aux intérêts immédiats de tous les travailleurs, et débouchant de façon cohérente sur une reprise du programme et de l'action révolutionnaire de classe.

AUX EDITIONS PROGRAMME COMMUNISTE

EN LANGUE FRANCAISE

- JOURNAL : - le prolétaire (bimensuel)
REVUE THEORIQUE: - programme communiste (trimensuel)
BROCHURES : - la question parlementaire
- les fondements du communisme révolutionnaire
- mouvements revendicatifs et socialisme
- LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL:
- communisme et fascisme
- parti et classe
- le principe démocratique
- éléments d'orientation marxistes-les trois phases du capitalisme-guerres et crises opportunistes
- la "maladie infantile", condamnation des futurs renégats
- force, violence, dictature dans la lutte de classe
- défense de la continuité du programme communiste

EN LANGUE ITALIENNE

- JOURNAL : - il programma comunista (bimensuel)
STORIA DELLA SINISTRA: - vol. 1. 1912-1919
- vol. 2. 1919-1920
- BROCHURES : - o preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale
- la sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin
- chi siamo e che vogliamo
- I TESTI DEL PARTITO COMUNISTA INTERNAZIONALE:
- tracciato d'impostazione-i fondamenti del comunismo rivoluzionario
- in difesa della continuità del programma comunista
- elementi dell'economia marxista-sul metodo dialettico-comunismo e conoscenza umana
- partito e classe
- "l'estremismo malattia infantile del comunismo", condanna dei futuri rinnegati
- per l'organica sistemazione dei principi comunisti

EN LANGUE ALLEMANDE

- JOURNAL : - Auszüge aus der Presse der Internationalen Kommunistischen Partei
BROCHURES : - die Frage der revolutionären Partei
- Revolution und Konterrevolution in Russland
- der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus
- die Grundlagen des revolutionären Kommunismus in der Lehre und der Geschichte des internationalen proletarischen Kampfes

EN LANGUE ESPAGNOLE

- REVUE THEORIQUE: - el programa comunista
LOS TEXTOS DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL:
- fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase
- los fundamentos del comunismo revolucionario
- partido y clase

EN LANGUE PORTUGAISE

OS TESTOS DO PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL:

- teses caracteristicas do partido: bases de adesao
- licoes da contra-revolucoes

EN LANGUE ANGLAISE

THE TEXTS OF THE INTERNATIONAL COMMUNIST PARTY:

- the fundamentals of revolutionary communism
- party and class

LISEZ ET DIFFUSEZ LA PRESSE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

EN VENTE A

- LAUSANNE : - "La Proue", escalier du marché 7
- "La Marge", rue de la Mercerie
- GENEVE : - "Lydique", 6 rue de la Terrassière
- "Tabac du boulevard", 13, bd Georges Favon
- "Rousseau", 36, rue Rousseau
- "Unilivres", 6, rue Candolle
- YVERDON : - "La Marge", 24, rue de la Plaine
- NEUCHATEL : - "La Marge", 24, rue des Moulins
- LA CHAUX-DE-FONDS: - "Reymond", 35, rue des moulins
- LE LOCLE : - "Reymond", 73, rue Jean Richards
- BERNE : - "Buchhandlung F. Soziologie Ulrich Riklin", Münster-
gasse 41
- BIENNE : - "Der kritische Buchdienst", Untergasse 43
- LUZERN : - "Laden 3", Klosterstrasse 15
- ZURICH : - "Buchhandlung die Internationale", Schlossgasse 14
- "Buchhandlung Genossenschaft Cramerstrasse 2
- "Liberia italiana", Militärstrasse
- "Eco libro", Engelstrasse 62
- "Pincus AG", Frohschaugasse
- WINTERTHUR : - "Genossenschaft", Marktgasse
- NOUVELLEMENT : - à Genève, Librairie "Que Faire", Place des Grottes
à la Chaux-De-Fonds "A.B.C." Léopold Robert, 35

**LES LECTEURS ET SYMPATHISANTS DESIRANT PRENDRE CONTACT AVEC LE PARTI
COMMUNISTE INTERNATIONAL PEUVENT LE FAIRE EN ECRIVANT A :**

**B.P. 85 MONTCHOISI
LAUSANNE 19**

SOUTENEZ LA PRESSE DU PARTI

Au cours de l'année 1974, le parti a publié deux nouvelles brochures, une en espagnol (Partido y clase) et une en allemand (Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus), tandis qu'il a assuré la republication de la brochure italienne "Tracciato d'impostazione - I fondamentali del comunismo rivoluzionario". Parallèlement le parti a publié deux fascicules en italien, "Punti di azione sindacale" et "Solidarietà di classe col proletario cileno", un en grec avec une présentation générale de nos thèses et deux suppléments au "prolétaire" pour la Suisse, consacrés l'un à la solidarité avec les travailleurs immigrés, l'autre à la revendication du front unique du prolétariat face au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme. Enfin deux brochures en langue portugaise, "Teses características: Bases de adesão" et "Lições das contra-revoluções", ont fait l'objet d'un retraitage.

La revue théorique internationale "Programme communiste" contenant désormais des articles en anglais est parue avec 4 numéros, la revue espagnole "El programa comunista" avec 3 numéros, tandis qu'ont été publiés 23 numéros à 6 pages du journal "Il programma comunista" et 24 numéros du "Prolétaire". De plus 1974 a vu la naissance du mensuel en langue espagnole "El comunista".

Il faut ajouter dans le cadre de cette activité multiforme une série importante de tracts distribués à l'échelle internationale par nos sections et des réunions publiques, surtout en Italie et en France.

L'année 1975 exigera des efforts et des initiatives plus vaste encore sur le plan de la propagande comme sur celui de l'agitation et de l'intervention dans les luttes sociales et politiques.

Dans l'immédiat, une brochure française intitulée "Parti et classe" qui regroupera les textes publiés dans l'ancienne du même nom ainsi que "Le principe démocratique" doit paraître. Elle sera suivie assez rapidement d'une nouvelle brochure anglaise (Party and Class) ainsi que d'une nouvelle brochure portugaise (Os fundamentos do comunismo revolucionario).

Cet effort de publication présente pour le parti un effort financier très important. C'est le devoir élémentaire non seulement de tout militant, mais aussi des sympathisants et des lecteurs, de soutenir par des souscriptions régulières et généreuses une activité qui ne doit pas se ralentir. L'intervention plus régulière, plus complète et plus ramifiée du parti dans tous les aspects et épisodes de la lutte de la classe exige un soutien constant, et de ceux qui adhèrent à sa ligne et militent dans ses rangs, et de ceux qui suivent avec sympathie sa difficile bataille quotidienne.

SOUSCRIVEZ !!! ENVOYEZ VOS SOUSCRIPTIONS PAR CHEQUE BANCAIRE OU CHEQUE POSTAL A : F. GAMBINI, AU PROLETAIRE, 20 RUE JEAN BOUTON, PARIS 12
